

92
3133

Ferhat Abbas Le jeune Algérien



Éditions Garnier.

La¹

(Ferhat Abbas)

De la Colonie vers la Province

(Le jeune Algérien

(1930)

suivi de

Rapport au Maréchal Pétain

(Avril 1941)

138

Éditions Garnier Frères

19, rue des Plantes, Paris

Lk⁸

3377

DL-19-11-1981-32511

Du même auteur
chez le même éditeur

Autopsie d'une guerre — L'Aurore

chez Julliard

La nuit coloniale (*épuisé*)

*

À paraître :

Le sang des Chouhada trahi
(l'Algérie à l'heure du Stalinisme)

Demain se lèvera le jour



Tous droits de reproduction, de traduction et d'adaptation réservés
pour tous pays.

© Éditions Garnier Frères, 1981.

« Pourquoi me tuez-vous ? Eh quoi ! Ne demeurez-vous pas de l'autre côté de l'eau ?

Mon ami, si vous demeuriez de ce côté, je serais un assassin et cela serait injuste de vous tuer de la sorte ; mais puisque vous demeurez de l'autre côté, je suis un brave et cela est juste. »

Pascal
Pensées

« Pourquoi meurt-on ? » dit-il
d'une voix basse et de l'autre côté de
la porte.

« Meurt-on ? » dit-il
d'une voix basse et de l'autre côté de
la porte ; mais pourquoi meurt-on ?
dit-il de l'autre côté, et puis de l'autre
côté est-ce ? »

Il y a
quelques

À la mémoire de mon cousin Saïd Abbas mort pour la France au détroit des Dardanelles, lors de la Première Guerre mondiale. Et à celle de son fils, Mohammed-Salah Abbas, membre du F.L.N., fusillé par la France à Oued-Seghin pendant la guerre d'Algérie.

AVERTISSEMENT AU LECTEUR

Ce livre est un recueil d'articles publiés à des dates différentes sous le pseudonyme de Kamel Abencérages. Les premiers furent écrits alors que j'accomplissais mon service militaire en 1922, les autres pendant que je faisais mes études à la faculté mixte de médecine et de pharmacie d'Alger.

L'ouvrage a été édité en 1931, au lendemain des fêtes du Centenaire de la conquête de l'Algérie, à une époque où les revendications des « indigènes » se limitaient en principe à l'égalité des droits avec les Européens. Il est peu connu parce qu'il n'a été tiré qu'à un millier d'exemplaires.

Sa réimpression est pour moi l'occasion de rendre public le Rapport que j'ai adressé au Maréchal Pétain en avril 1941. Ce document a été ma dernière tentative auprès du Gouvernement légal de la France pour obtenir de profondes réformes de structure susceptibles de parer au désespoir de notre peuple.

Pourquoi, aujourd'hui, ce retour en arrière puisque désormais le peuple algérien est libre et dispose de son destin ?

Tout simplement pour que les jeunes Algériens, qui vivent dans une Algérie indépendante, découvrent les malheurs que leur peuple a subis et sachent comment notre génération, avec ses faibles moyens, a réagi contre le régime colonial. En un mot, pour que soient connus nos problèmes et leur évolution, souvent dramatique.

Entre l'époque de notre prime jeunesse et celle que nous vivons aujourd'hui un monde s'est écroulé et un autre monde, différent, émerge sous nos yeux. Le vent de l'Histoire a balayé les sordides plans de l'Europe coloniale. Durant le dernier siècle et la première moitié du siècle en cours, un ordre économique avait été établi, forgé et imposé par la puissance matérielle. Il n'a été sauvegardé que par la force des armes.

La Seconde Guerre mondiale va modifier ces rapports. L'Europe coloniale reculera. De nouvelles nations accèdent à la pleine souveraineté et il est important que ceux qui les dirigent aient une vue objective et aussi complète que possible des dures étapes qu'ils n'ont pas vécues. La connaissance du passé est toujours enrichissante. Elle est indispensable pour éclairer un peuple sur son Histoire. Car c'est à travers elle qu'il peut tirer enseignement et profit de ses défaites, de ses erreurs comme de ses victoires.

Je fais également ce retour en arrière parce que les Français, et tout particulièrement ceux qui étaient en Algérie, vivent encore derrière un rideau de fumée de contre-vérités grossières. Les uns et les autres ont été traumatisés par l'indépendance de l'Algérie, parce que les réalités algériennes leur ont été toujours systématiquement cachées. Nous avons été victimes d'un mythe. À leur tour, ils ont été victimes d'une longue mystification.

On leur a enseigné pendant plus d'un siècle que l'Algérie, département français, n'était que le prolongement de l'hexagone français. Ils l'ont cru. Lorsque l'heure de vérité a sonné, pour eux comme pour nous, ils se sont sentis trahis. Alors, ils se sont âprement battus pour faire durer cette aberrante fiction. Peu d'hommes d'État français, peu d'hommes politiques sous la III^e et la IV^e République eurent le courage de penser juste et de parler vrai. Rares parmi eux furent ceux qui ont eu le courage de dénoncer le « triste sort des indigènes », et ceux qui l'ont fait ont été cloués au pilori ou chassés de l'arène.

Il en résulte qu'aux yeux de l'Histoire impartiale, la responsabilité de la guerre d'Algérie incombe d'abord au pouvoir central de Paris et ensuite à ceux qui ont administré et gouverné le pays dans le sens de leurs seuls intérêts. Ainsi, ont-ils poussé notre

peuple vers l'impasse fatale et l'ont-ils acculé à une terrible épreuve de force.

Un jour ou l'autre, les Français de France et ceux qui ont vécu de ce côté de la Méditerranée finiront par le comprendre et par l'admettre.

Pour l'instant, nous vivons encore dans l'incompréhension et les trompeuses controverses. Mon petit ouvrage montre tout ce que nous avons tenté, entrepris — hélas sans succès ! — pour reconcilier colonisateurs et colonisés. À cet égard, il peut contribuer à éclairer le passé, à situer les erreurs, à faire éclater la vérité.

La vérité est seule constructive. Elle seule permettra à nos deux pays, dans un avenir que je souhaite proche, de dépasser les sombres souvenirs de l'ère coloniale, de dissiper les malentendus et de coopérer efficacement dans l'intérêt de deux pays que rien ne devrait opposer désormais. La réconciliation qui ne s'est pas faite hier peut se faire aujourd'hui et s'étendre à l'ensemble des peuples maghrébins de culture française.

*
**

Dès l'origine, la conquête de l'Algérie est étroitement liée à un conflit de religions et de civilisation. En débarquant à Sidi Ferruch, la France de Charles X avait pris la relève de l'Espagne chrétienne, celle d'Isabelle la catholique et de Charles Quint. Après avoir mis fin au royaume de Grenade, dernier bastion arabo-islamique en Espagne, ces monarques ne conçurent-ils pas le dessein d'arracher l'Afrique du Nord à la civilisation musulmane ?

C'est dans cet esprit que se fait, en 1830, l'occupation de l'Algérie par une autre nation chrétienne. Ensuite surgiront des convoitises économiques, maritimes et expansionnistes. Les thèmes en furent longuement développés par les officiers de la conquête et les hommes politiques de l'époque.

L'Algérie n'était cependant pas une terre vacante. Elle était

peuplée par une race vigoureuse et guerrière. Le choc fut terrible. Notre peuple se défendit héroïquement. Malgré ses défaites, il refusa de se soumettre. À différentes occasions, il reprit le combat. Cela dura plus de cinquante ans. Et, après chaque insurrection, il se retrouvait un peu plus dépouillé de ses biens.

Sa situation s'aggrava lorsqu'on installa dans son sein un peuplement européen qui envisagea l'élimination de l'autochtone. D'où qu'ils vissent et de quelque nationalité qu'ils fussent, ces Européens affichèrent leur convoitise, leur haine du Musulman et s'appliquèrent à l'asservir presque sans répit.

Qui, dès lors, peut s'étonner en constatant que notre résistance à l'occupant fut permanente, alimentée par mille injustices, mille brimades renouvelées ? Quand notre peuple n'a plus manifesté cette résistance par les armes, celle-ci habita son cœur. Il opposa au colonisateur son bon droit et sa foi. En 1841, le chef d'une tribu soumise, celle des Hachems, déclarait au général Bugeaud : *« Ce continent est le pays des Arabes. Vous n'y êtes que des hôtes de passage. Y resteriez-vous trois cents ans comme les Turcs, il vous faudrait en repartir. »*

Cette assurance tranquille ignorait les desseins du conquérant. Nous savons, nous, que le général Bugeaud avait en tête de grands desseins. Il caressait le rêve de faire de l'Algérie, qui était musulmane, une seconde France en y installant un peuplement français aussi vigoureux et aussi nombreux que le peuple arabe lui-même. Par de multiples spoliations, par la confiscation massive et répétée des meilleures terres, par l'appropriation des forêts par l'État, il affaiblissait les tribus et priva tout un peuple de ses moyens d'existence. La société arabe recula.

Les chefs arabes et l'aristocratie tribale s'effacèrent. Les tribus se disloquèrent. Elles furent morcelées en petits douars plus facilement contrôlables. Une pesante administration particulièrement répressive, militaire d'abord, civile ensuite, pèsera dès lors d'un poids asphyxiant sur nous. À telle enseigne que le peuple guerrier des premiers temps, auquel le général Bugeaud devait rendre hommage, deviendra, d'année en année, une « poussière d'individus » exploitables à merci.

C'est de cette « poussière d'individus » qui s'acharne à survivre, que le futur cheikh Ben Badis ¹, désespéré de voir les vertus des ancêtres disparaître, dira un jour : « *Un peuple qu'un tambourin réunit et qu'un policier disperse n'est pas un peuple.* »

La colonisation ne se sent plus de joie. Elle a le vent en poupe. Vers 1872, après l'arrivée massive des Alsaciens en Algérie et l'octroi de la citoyenneté aux juifs d'Algérie, les Européens ne songent-ils pas sérieusement à une occupation en masse comparable à celle qu'ils avaient imposée aux États-Unis ? « *Ils croyaient à une diminution inéluctable des populations indigènes frappées par le choc d'une civilisation supérieure. Ainsi en avait-il été en Amérique. D'aucuns prophétisaient la disparition fatale de la race indigène* ². »

Méthodiquement, implacablement, ces Européens tentent de se substituer partout à notre peuple. Le tribalisme perd pied. Des familles, mieux protégées autrefois, sont désormais réduites à la mendicité. D'autres sont victimes des usuriers qui s'acharnent sur elles. Mais ont-elles vraiment renoncé ? Pas le moins du monde. En silence, et tout au long du siècle, les masses paysannes et pastorales se reconstituent presque biologiquement en restant fidèles à leurs traditions et à leur histoire.

Dans un premier réflexe, elles repoussent tout ce que la colonisation leur propose. Après tant de siècles écoulés elles comparent les Français aux « Romains », aux « Nazaréens » d'un autre âge. Elles boycottent leurs écoles, leurs mœurs, leurs vêtements. Et, quand par la force des choses et pour la commodité de leur travail, elles adoptent l'habit européen, elles conser-

1. Le cheikh Abdelhamid Ben Badis a été un grand théologien. Il enseigna à la mosquée « Djamâalakhdar » à Constantine. Il mit 25 ans pour achever le commentaire du Coran (Tefsir-El-Corrane). Il présida l'Association des Oulemas qu'il créa avec le concours de cheikhs El Okbi, Taleb Ibrahim, Mebarek El-Mili, Larbi Tebessi, etc. En politique il admettait la communauté « ethnique » et la communauté « politique » ; c'est pourquoi il soutint en 1936, le projet de loi Blum-Viollette qui faisait de nous les égaux des Français d'Algérie, tout en restant d'authentiques musulmans.

Il était né à Constantine en 1889. Il y mourut le 16 avril 1940, d'une grave maladie. Il m'honora de son amitié et de son soutien.

2. Charles Robert Ageron : Histoire de l'Algérie contemporaine.

vent fièrement la coiffure locale comme affirmation de leur race et de leur foi¹.

Aucun complexe d'infériorité ne les a troublés. Si les Européens leur opposent la violence et la force — celles que les vainqueurs exercent sur les vaincus — ces masses, souvent misérables et ignorantes, se réfugient dans leur foi en Dieu. Elles gardent leur unité et leur mode de vie, renforcés par la discrimination raciale imposée par le législateur français.

Les femmes musulmanes, nos mères et nos sœurs, jouent dans la résistance à la pénétration de la civilisation européenne un rôle de premier plan. Elles freinent tout ce qui vient du dehors. Elles deviennent les gardiennes vigilantes de notre type de société. C'est par leurs soins que notre enfance s'est aisément rattachée au passé, aux gloires anciennes de l'Islam et de l'antique Maghreb. C'est par elles que se sont perpétués nos chants populaires, le culte des saints et de nos sites sacrés, les récits exaltants des ancêtres, les vertus de notre peuple et de l'Islam.

Mais la partie est inégale. La France industrielle et militaire nous impose une dégradante soumission. Le peuplement européen se montre aussi agressif que féroce vis-à-vis de nous. Il nous parque et évolue lui-même en caste fermée. Il s'attribue toutes les richesses essentielles et les affaires en monopolisant la fonction publique et le pouvoir politique. Il a cru, lui aussi, bâtir pour « mille ans ».

Chaque fois que l'occasion s'en présente, il nous rappelle que sur le sol de l'Algérie vivent des vainqueurs et des vaincus. Il ne veut rien apprendre. Lorsque la ville de Constantine — un exemple entre autres — élève un monument au Général Lamoricière pour commémorer la prise de la ville en 1837, le Général de la conquête est représenté donnant l'assaut à la ville, un glaive menaçant à la main. Un professeur de l'ancienne médersa, le Cheikh El Mouloud Ben Mouhoub, invité par le maire, Morinaud, à participer à la cérémonie, ne peut s'empêcher d'ironiser : « *Si le Général Lamoricière vivait encore à notre époque, dit-il,*

1. Personnellement, j'ai adopté en 1922 la coiffure de Mustapha Kamel Ataturk, l'astrakan noir, en hommage au libérateur de la Turquie. Je l'ai toujours conservé.

peut-être aurait-il eu le bon sens de remettre son épée au fourreau. »

Mais les Morinaud et leurs semblables étaient plus riches en champs de vigne qu'en bon sens et en générosité de cœur. Ils communiquaient leur arrogance de parvenus aux Européens les plus humbles et les moins nantis.

Des incidents mineurs et des heurts se produisaient quelquefois. Un certain jour, devant les facultés d'Alger, un étudiant — Calleja, de Souk Ahras — m'apostropha en ces termes : « *Sans la France, tu garderais des chèvres dans ton douar !* »

Je lui répliquai :

« Avant l'arrivée des Français, ma famille mangeait à sa faim. Grand-père avait son champ et son troupeau. Mais toi, peux-tu me dire ce que faisaient tes parents à Malte ? N'est-ce pas la misère qui les a fait émigrer en Algérie ? »

Les rieurs ne furent pas de son côté !

Cela montre qu'un peuple vaincu n'est pas forcément un peuple perdu. Nous conservions notre fierté. Si la majorité d'entre nous était humiliée et quelquefois traitée comme une bête de somme, elle n'avait pas pour autant baissé les bras.

Après la guerre de 1914-18, les soldats algériens démobilisés et des travailleurs découvrent un autre monde. Sous le ciel de France et au contact d'autres hommes d'une différente sensibilité morale, ces Algériens commencèrent à prendre conscience de leur déchéance. Ils jugèrent en bloc le régime colonial et le condamnèrent. Alors, ils revendiquèrent l'indépendance du Maghreb arabe. Ce ne fut à l'origine qu'un souffle, qu'un murmure chuchoté par l'organisation « L'Étoile Nord-Africaine » et son organe « El Ouma », présidées par Messali Hadj, entouré de Hadj Ali AbdelKader, de Si Djalali et d'Ahmed Belghoul qui furent d'authentiques précurseurs avec l'Émir Khaled. Le climat politique de Paris s'y prêtait.

Puis, en 1937, c'est le « Parti du Peuple Algérien », le P.P.A., qui voit le jour à Alger même, donnant à la résistance de tout un siècle un souffle nouveau. Il publie « Le Parlement Algérien » puis « La Nation Algérienne » et « L'Algérien Libre ».

Cette opinion demeure cependant minoritaire parce que beaucoup des nôtres croient à la réconciliation des races grâce à une refonte des institutions génératrice d'un ordre social et politique nouveau. Vaines espérances ! La grosse colonisation s'oppose à tout changement.

Et voilà que la Deuxième Guerre mondiale fait éclater les vieilles contradictions, provoque le réveil de l'Asie et de l'Afrique, tout en ébranlant les vastes empires coloniaux. Du même coup, elle modifie les rapports de force et annonce un nouvel équilibre dans le monde.

Tous les peuples colonisés revendiquent leur liberté. Tous veulent secouer le joug colonial et abolir un arbitraire devenu intolérable. Tous relèvent la tête dans un élan légitime et unanime. L'Algérie exige le respect du principe des nationalités en Afrique et en Asie, dans les mêmes conditions qu'en Europe.

Je rédige et rends public le Manifeste¹. Alors les masses s'organisent. C'est d'abord la naissance du rassemblement des « Amis du Manifeste et de la Liberté » (A.M.L.) et, après les massacres du 8 Mai 1945, la formation de « l'Union Démocratique du Manifeste Algérien » (U.D.M.A.) et la création du « Mouvement pour le Triomphe des Libertés Démocratiques » (M.T.L.D.), héritier du P.P.A.

Mais les Européens d'Algérie, l'administration d'Alger et le pouvoir central à Paris restent prisonniers du passé, insensibles à un tel élan et sourds à nos justes revendications. Ils refusent tout changement, toute évolution et répondent par la fraude électorale, par des exactions policières et par le mépris. Ils rejettent des compromis pourtant honorables et acceptables et s'en tiennent strictement au statu-quo ante.

Le concept colonial est devenu pour les tenants de l'ancien empire, une seconde nature. Contre tout bon sens et contre toute logique, ils se mobilisent pour perpétuer sur nous leur féroce domination.

1. Par le « Manifeste du peuple Algérien », nous abandonnons la politique illusoire d'intégration de l'Algérie à la France. Nous réclamons une nouvelle politique respectueuse de la nationalité algérienne et reposant sur l'autonomie de l'Algérie dans le cadre d'un large « Commonwealth » français.

On se rappelle qu'en mars 1944, à Constantine, le général de Gaulle avait tenté d'améliorer la situation des musulmans en promulguant une ordonnance qui reprenait certaines dispositions du projet de loi Blum-Violette de 1936.

Devant cette réforme anodine, le maire d'un village de colonisation, ancien député et délégué à l'Assemblée algérienne, Gabriel Abbo, traduit avec une cynique franchise les sentiments de ses congénères. Voici ce qu'il en dit :

« Nous sommes las de ces ridicules histoires d'élections indigènes. Si nous avons réussi une fois le tour de force de les orienter à notre gré, nous ne pouvons toujours recommencer. Il faut en finir. Nous ne voulons plus de gouvernements empreints d'un sentimentalisme périmé, mais des hommes forts qui sachent faire respecter nos droits en montrant la force et, éventuellement, en s'en servant. »

« En 1936, j'ai saboté le projet Blum-Viollette et le gouvernement a capitulé devant moi. Que le général de Gaulle avait-il besoin de se mêler à nouveau de cette histoire ? Plus on en donne aux Arabes et plus ils en réclament. »

« Croyez-moi, je sais comment les mater !¹ »

Ce langage où la provocation et la haine s'expriment sans retenue est commun aux grands seigneurs de la colonisation. Il traduit clairement leurs sentiments réels. C'est ce langage qui a contaminé et perverti le plus grand nombre des Européens d'Algérie.

Souvent la grosse fortune n'a ni raison, ni cœur. Combien l'historien Gautier qui enseigna longtemps à Alger, avait raison de s'écrier : *« Nous sommes ainsi faits que le droit du plus fort ne nous satisfait pas comme base de notre propre domination. Et d'ailleurs nous avons raison de sentir que c'est une base chancelante. »*

Pourquoi cette vérité première n'a-t-elle pas ouvert les yeux de ceux qui avaient les moyens de tout entreprendre et de tout changer ?

En vérité, je pense qu'il y a une fatalité de l'Histoire. Ces

1. Journal « Paris-Presse » du 7 mai 1947.

hommes qui avaient vécu cent ans parmi nous, qui dirigeaient le pays sans partage depuis la création des Délégations Financières, ne nous connaissaient pas mieux qu'aux premiers jours de la conquête. Nous étions scolarisés avec eux, dans les mêmes écoles et les mêmes facultés ; nous avons les mêmes professeurs et nous obtenions les mêmes diplômes. Mais à peine entrés dans la vie active, eux redevenaient des « colonisateurs » et nous des « sujets ». Quelle politique à courte vue !

Ces nouveaux riches s'imaginaient rester indéfiniment maîtres de la situation. La réponse à cet égarement viendra le 1^{er} novembre 1954. Le « Front de Libération Nationale », le F.L.N., appellera alors notre peuple à prendre les armes et à engager l'ultime épreuve de force. Et cette fois, il en sortira vainqueur.

Ainsi, ceux qui nous ont humiliés et qui ont, de 1830 à 1954, œuvré pour nous asservir et détruire l'Algérie musulmane seront, en définitive, détruits par elle.

Mais notre liberté nous coûta cher, très cher. Presque huit années de guerre, des larmes et des torrents de sang, beaucoup de morts et d'innocentes victimes.

Comme quoi, et souvent, hélas, ce qui a été conquis par la force ne peut être repris que par la force.

*

**

J'ai parlé de la fatalité de l'Histoire. Peut-être faut-il encore l'invoquer pour expliquer ce qui s'est passé en Algérie entre les deux grandes guerres mondiales, et pourquoi la solution négociée et pacifique ne s'est pas imposée à tous. Cette solution était pourtant à portée de notre main. La population musulmane la souhaitait. La page coloniale aurait pu être tournée pacifiquement dans l'intérêt de tous.

On a rapporté ¹ que quelques jours avant sa mort, le Président

1. Jean Sainteny : « Face à Hô Chi Minh. » (Seghers).

Hô Chi Minh demanda qu'on lui fit entendre, une dernière fois, les chansons de Maurice Chevalier, celles qu'il avait appréciées à Paris durant sa jeunesse. La vie est ainsi faite. *On peut avoir été l'ennemi implacable de la France coloniale et demeurer le plus fidèle ami de sa culture.*

Je viens d'évoquer, en un bref résumé, l'enchaînement des événements qui nous ont ramenés, jour après jour, à la violence et au divorce. Sur le terrain les choses ne furent pas aussi simples. La colonisation en Algérie fut une création continue, tantôt cruelle, parfois humaine. Ne serait-il pas vain de déformer les faits et de nier certaines réalités pour justifier le cours de l'Histoire et expliquer l'avènement de la guerre de libération ?

Un des derniers soulèvements algériens importants contre la domination française remonte à 1881. C'est celui des Ouled Sidi Cheikh. Il menaça sérieusement l'implantation française en Oranie et dans le Sud du pays. Dans ses poèmes, le poète-guerrier, Mohammed Belkheir, qui a vécu cette guerre exalte l'héroïsme et la résistance des siens. Son chant reste dans la meilleure inspiration de l'Islam :

« Mort digne, plutôt que vie humiliée... !

Le drapeau des Turcs flottait haut :

Ils ont vendu l'Islam aux chrétiens dans les deux continents

L'un tourmenté, l'autre serein : Dieu seul reste ! »¹

Il est important de souligner que l'Islam demeure l'aliment et le moteur de la résistance algérienne à toutes les époques de notre Histoire. C'est cette forme de patriotisme qui arme le bras des hommes.

Après le soulèvement des Ouled Sidi Cheikh, les années qui viendront seront moins tumultueuses. Surgiront les troubles de Margueritte, dans la région de Miliana, en 1901 et ceux de Aïn-Touta, dans les Aurès, en 1916. Mais ces troubles, limités, ne ressembleront en rien aux affrontements du passé.

L'Algérie connaîtra désormais une grande période d'apaisement. Pendant soixante-dix ans, notre peuple se mettra au travail

1. Mohammed Belkheir : Poèmes recueillis et traduits par le Professeur Boualem Bessaïh, préface de Jacques Berque (Éd. Sindbad).

avec la volonté de survivre. Un grand tournant sera pris en 1890 avec la création de l'enseignement pour les « Indigènes ».

Un recteur inspiré, le recteur Jean Maire, en est le promoteur résolu. Il passe outre à l'hostilité des colons. Il est convaincu que l'évolution du monde musulman conditionne l'avenir. Il sait que si l'œuvre de la France en Algérie ne repose pas sur l'adhésion sincère du plus grand nombre, elle restera instable et précaire. Il se battra pour construire des écoles, scolariser les jeunes musulmans et les initier à la civilisation moderne. Il résistera à toutes les pressions jusqu'au jour où les colons le chasseront, en arrachant au pouvoir de Paris son rappel en France ¹.

De leur côté, les musulmans ne boudent plus cet enseignement qu'ils ont confondu, dans un premier temps, avec le catéchisme des missionnaires. Ils vont plus loin. Ils jugent que leur société n'est pas en harmonie avec le progrès des temps modernes. Ils découvrent les sciences exactes et les techniques qui en découlent. Ils mesurent leur retard. Un retard que rien ne justifie puisque notre Prophète avait bien recommandé : « *Allez chercher la science même en Chine.* » Et encore : « *Allez chercher la science même chez l'infidèle.* »

Et voilà que la Science apparaît chez nous. Nous découvrons alors les causes de notre sous-développement ; ce sous-développement qui est la négation de l'indépendance des peuples et le cimetière de leurs libertés. Il nous faut donc en sortir pour émerger vers le progrès moderne. Apprendre et assimiler ces sciences devient une nécessité et un devoir.

Dans l'immédiat, l'enseignement nous permet de prendre conscience de nos droits, de mieux nous défendre et de protéger un peuple qu'on égare dans un labyrinthe de lois, de règlements et d'interdits administratifs ou policiers.

L'école est notre chance. Elle est seule émancipatrice. C'est un levier puissant. Faut-il rappeler que l'Afrique du Nord a été islamisée au VII^e siècle par l'enseignement, lequel porte en lui le

1. Grâce aux efforts du recteur Jean Maire, 33 397 enfants musulmans (soit 4,5 %) étaient scolarisés dans l'enseignement primaire en 1908, date à laquelle les colons ont fini par obtenir le rappel de ce haut fonctionnaire dont les Algériens se souviennent encore.

sens de l'égalité et le goût de la liberté. L'école est aussi un remède. Elle peut atténuer la violence des antagonismes et guérir bien des blessures. C'est à la porte de l'école que se forge le rapprochement des races, que tombent les préjugés, que s'éteignent les haines et que naissent les amitiés.

La population musulmane découvre la France culturelle. Nos élites balbutiantes rencontrent Pascal, Lavoisier, Hugo, Pasteur. Et puis les docteurs Maillot et Laveran qui améliorent l'état sanitaire de notre propre pays. L'Algérie se transforme. Les deux populations s'attellent au même labeur. Le travail les rapproche et les associe parfois. Des relations amicales ou de bon voisinage se nouent. Le ressentiment qui grondait au fond des cœurs s'apaise.

Alors, rétrospectivement, une question vient à l'esprit : Que serait-il advenu de l'Algérie si l'enseignement des « indigènes », préconisé par quelques-uns, au lieu d'être répandu chichement comme au compte-gouttes, avait été généralisé ? Que serait-il arrivé si, par de justes promotions — développées dans le temps — le cas d'un Bouakour¹ avait été multiplié par cent et si les « Arabes » avaient pu profiter des avantages économiques et des droits politiques ? Comment l'Algérie aurait-elle évolué si, par exemple, nous avions pu être des maires, des juges, des préfets, des hauts fonctionnaires, des officiers supérieurs, sans être obligés de renier notre religion ?

Je dis simplement que la guerre d'Algérie n'aurait pas eu lieu. Il est probable que l'Algérie serait devenue, un jour ou l'autre, un pays indépendant. Mais sans effusion de sang, sans la mort de centaines, de milliers d'innocents, sans haine de races. Elle se serait détachée de la Métropole comme un fruit mûr se détache de l'arbre, naturellement. Les deux communautés auraient vécu

1. Salah Bouakour est l'un de nos compatriotes admis à l'École polytechnique de Paris sur recommandation de son professeur, le ministre Painlevé. Avant de sortir de cette école, la haute administration algérienne, pour lui donner une fonction, exigea de lui sa naturalisation. Il était Directeur Adjoint des Affaires économiques au Gouvernement Général lorsque je l'ai rencontré pour la dernière fois à New Delhi, en 1960, alors qu'il revenait d'une mission au Japon. Le 24 septembre 1961, il participe à une sortie en mer avec ses collègues du Gouvernement Général. On le retrouve « noyé » sur la plage de Surcouf. Que son âme repose en paix !

en symbiose, tirant leur substance l'une de l'autre et s'enrichissant de leurs différences. Ainsi préparées, habituées à se tenir la main, il leur aurait été facile d'édifier ensemble un pays nouveau.

Évidemment, cette conjoncture ne s'est pas présentée. La réconciliation ne s'est pas faite. À qui la faute ? La colonisation a conservé jusqu'au bout son caractère discriminatoire et mercantile. L'aspect humain ne l'a pas intéressée, ni même troublée. Elle a jugé — une fois pour toutes — que l'Arabe était un être inférieur, imperfectible. Et elle n'a jamais voulu démordre de cet unique postulat.

Elle s'est d'autant plus confortée dans cette attitude qu'en 1900 elle avait arraché au Parlement son droit à l'autonomie par la création des Délégations Financières. Maîtresses du budget et de l'économie de l'Algérie, ces Délégations furent constamment dominées par les colons, qui tiraient leur puissance politique de leurs immenses richesses.

À partir de cette réforme fondamentale, le sort de l'« indigène » dépendra directement de ceux qui l'exploitent. Ils pensent que son éducation et son évolution sonneront le glas de leurs intérêts et de leur pouvoir politique. Cette façon de voir les choses et de prévoir l'avenir était absolument aberrante et fatalement suicidaire.

Peu à peu se crée autour de ces Délégations un nouveau pouvoir qui ira jusqu'à contester l'autorité du pouvoir central de Paris. Pour l'élite musulmane de cette époque, le choix paraissait évident : récuser le pouvoir colonial d'Alger et faire appel à la France libérale, à ses grands principes et à la Déclaration des droits de l'homme.

De 1890 à 1939, durant plusieurs générations, ces élites récusèrent avec constance et malgré leurs faibles moyens le régime colonial et revendiquèrent l'égalité des droits avec les Européens. Elles n'acceptèrent pas que leur appartenance à la religion musulmane, antique religion du pays et de l'Afrique du Nord tout entière, soit considérée comme une « *capitis diminutio* » et entraîne pour elles et pour le peuple algérien le port éternel d'une sorte d'« étoile jaune ».

Ces élites musulmanes se battront avec à la main, et comme seule arme, la loi française. J'ai été témoin de leur lutte car j'ai bien connu l'Émir Khaled, mort en exil à Damas, Lamine Lamoudi, Denden, Hadj Ammar, M'Hamed Ben Rahal, Allaoua Ben Lounissi, Ahcéne Ben Khellaf, Victor Spielmann, le Dr Moussa, le Dr Bentami, Dji Taleb, Ali Sab, Safer, Kaïd Hamoud, Chekiken, Maître Haddou, Tahrat, Dr Abdelwahab Bachir, Zenati, Ben Houra, les Oulémas, tels Abdelhamid Benbadis, Taleb Bachir Ibrahim, Larbi Tebessi, Mebarek El Mili et tant d'autres...

Il est vrai que, face à nos adversaires et aux lobbies qu'ils entretenaient déjà à Paris, les musulmans manquaient de moyens. Ils étaient pauvres et parlaient au nom d'un peuple pauvre.

Malgré ce handicap, leur presse est lue et l'action de leurs élus est suivie et appréciée. Les masses musulmanes, avides de nouvelles, de savoir et de justice, suivent attentivement leurs efforts. Parmi les journaux qui paraissent alors, on peut citer « Le Musulman », « La voix des humbles », « La Panthère du Sud », « La Voix Indigène », « L'Entente » à Constantine ; « L'Étendard Algérien » et « L'Islam » à Bône ; « Le Rachidi » à Djidjelli ; « L'Ikdam », « La Justice », « Le Trait d'union », « La Tribune », « Ettakaddoum » à Alger ; « El Misbah », « El Hak » à Oran, etc.

Les militants de l'époque et leurs porte-paroles ne sont pas seuls. En France, des hommes politiques clairvoyants et inquiets tirent la sonnette d'alarme. Ce sont tout particulièrement : les députés Albin Rozet, Georges Leygues, Abel Ferry, Jean Jaurès, Robert Aynard, le Général Messimy, Paul Bourde, Charles Gide, Doisy, Jonnart, Clemenceau, Viollette, Blum, etc. En un mot, tous ceux qui se préoccupent des intérêts bien compris de la France au-delà des mers et pour qui le mot « justice » n'a pas de patrie.

L'un d'entre eux, l'illustre économiste Charles Gide, oncle d'André Gide, lançait en 1913 cet avertissement : « *Si la réconciliation et la coopération entre colons et indigènes ne se faisaient pas, tôt ou tard, les colons français seront jetés à la mer.* »

De son côté, Abel Ferry, neveu de Jules Ferry, annonçait un avenir sombre si les réformes de structures n'intervenaient pas à bref délai : « *Dans vingt-cinq ans vous aurez en Algérie un prolétariat ouvrier et l'histoire montre que quand les problèmes sociaux puisent leur force dans des complications religieuses et des sentiments nationaux, ils ont alors une force explosive.* »

Et, en 1931, quelques années avant la Deuxième Guerre mondiale, Maurice Viollette — qui fut Gouverneur Général en Algérie — accusait et avertissait à son tour : « *Ces Musulmans, quand ils protestent vous vous indignez, quand ils approuvent vous suspectez, quand ils se taisent vous redoutez. Messieurs, ces hommes n'ont pas de patrie politique... Ils vous demandent de les admettre dans la vôtre. Si vous refusez, craignez qu'ils ne s'en créent bientôt une...* »

Plus que l'action des hommes, la guerre de 1914-18 change les données du problème. En 1912, la France avait décrété le service militaire obligatoire pour les musulmans, sujets français. À la déclaration de la première grande guerre, c'est toute une armée de musulmans qui traverseront la Méditerranée. Durant les hostilités, le soldat algérien s'est bien battu.

Parallèlement, beaucoup de travailleurs se rendent en « Métropole » et découvrent une autre France, d'autres moyens de travail et d'existence. Dans leur conscience, une sorte de révolution sociale se met en marche.

Dès la fin des hostilités, Georges Clemenceau veut marquer et consacrer la participation des Algériens à la victoire de la France. Avec Georges Leygues et Jonnart, il dépose un projet de loi portant réforme des structures en Algérie. C'est aussitôt un tollé général chez les colons qui opposent leur veto. Et la loi qui sera votée en 1919, n'apportera en définitive que de légères modifications au régime.

Pour arriver à faire reculer un Georges Clemenceau, « Le Tigre », il faut croire que les colons disposent d'une extraordinaire puissance. Et cela est vrai¹. Groupés au sein et autour des Délégations Financières, qui ont évolué vers un véritable « Par-

1. Les parlementaires européens d'Algérie, qui n'oublient rien, contribueront efficacement à l'échec de Clemenceau à la Présidence de la République.

“Pourquoi me tuez-vous ? Eh quoi !
Ne demeurez-vous pas de l'autre côté de l'eau ?
Mon ami, si vous demeuriez de ce côté, je serais un assassin
et cela serait injuste de vous tuer de la sorte ;
mais puisque vous demeurez de l'autre côté,
je suis un brave et cela est juste.”

PASCAL (Pensées)

La guerre d'Algérie est terminée depuis près de vingt ans. Le temps d'une génération. Pourtant, on l'a vu encore, en septembre 1981 à propos du choix d'une date commémorative, les passions sont toujours à vif.

Après « Autopsie d'une guerre — L'aurore », voici un autre livre de Ferhat Abbas, premier président du Gouvernement Provisoire de la République Algérienne, qui aide à mieux comprendre le fatal enchaînement qui accula deux peuples à une sanglante épreuve de force.

Dans ce recueil d'articles, publiés entre 1922 et 1929, Ferhat Abbas, « le médiateur, le conciliateur, l'arbitre » (Jules Roy), le « pacifiste qui n'a opté pour la violence qu'en dernier recours, et la mort dans l'âme » (Jean Daniel) dissipe les fumées de grossières contre-vérités.

Qu'il aborde le service militaire « à titre indigène », l'exode des ouvriers algériens vers la France, la situation des intellectuels musulmans face à la colonisation, les réformes enterrées, les intérêts privilégiés, les erreurs aberrantes de bonne ou de mauvaise foi, Ferhat Abbas parle sans haine ni rancœur. Son seul objectif : une vraie réconciliation entre la France et l'Algérie.

Aux articles écrits entre les deux guerres, l'auteur a ajouté un document pour la première fois rendu public : le rapport qu'il fit, en Avril 1941, au Maréchal Pétain, en faveur de l'égalité des droits en Algérie et d'un plan de rénovation de l'Algérie musulmane. Ce rapport n'eut aucune suite.

« Écoutons Ferhat Abbas... Il parle aux (et des) Français d'Algérie comme bien peu de responsables de notre politique ont su jusqu'à maintenant le faire » écrivait Benoît Rayski, dans France-Soir, après la sortie d'« Autopsie d'une guerre ». On peut le dire encore du « Jeune Algérien ».

Les articles repris en première partie de cet ouvrage avaient déjà été réunis sous le titre « Le Jeune Algérien » dans un livre paru en 1931. Pour la présente édition, ils ont été précédés d'un long « Avertissement » de l'auteur, replacés dans leur contexte historique et complétés par des notes.

Participant d'une démarche de transmission de fictions ou de savoirs rendus difficiles d'accès par le temps, cette édition numérique redonne vie à une œuvre existant jusqu'alors uniquement sur un support imprimé, conformément à la loi n° 2012-287 du 1^{er} mars 2012 relative à l'exploitation des Livres Indisponibles du XX^e siècle.

Cette édition numérique a été réalisée à partir d'un support physique parfois ancien conservé au sein des collections de la Bibliothèque nationale de France, notamment au titre du dépôt légal. Elle peut donc reproduire, au-delà du texte lui-même, des éléments propres à l'exemplaire qui a servi à la numérisation.

Cette édition numérique a été fabriquée par la société FeniXX au format PDF.

La couverture reproduit celle du livre original conservé au sein des collections de la Bibliothèque nationale de France, notamment au titre du dépôt légal.

*

La société FeniXX diffuse cette édition numérique en vertu d'une licence confiée par la Sofia – Société Française des Intérêts des Auteurs de l'Écrit – dans le cadre de la loi n° 2012-287 du 1^{er} mars 2012.

Avec le soutien du

